



**GEORG ECKERT
INSTITUTE**
for International
Textbook Research



**« *VIVRE ENSEMBLE EN AFRIQUE A TRAVERS
L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE : UNE
EVALUATION DES PRATIQUES ACTUELLES ET
PERSPECTIVES D'AVENIR* »**

RAPPORT DE L'ATELIER REGIONAL

Abidjan, Côte d'Ivoire
26-27 Novembre 2015

I – INTRODUCTION

Du 26 au 27 novembre 2015, s'est tenu à Abidjan, Côte d'Ivoire, un séminaire régional sur le thème « Vivre ensemble en Afrique à travers l'enseignement de l'Histoire : Evaluation des pratiques actuelles et perspectives d'avenir ».

Cet atelier, organisé à l'initiative de l'UNESCO en partenariat avec l'Institut Georg Eckert (GEI), avait pour objectif principal de soutenir les efforts menés par les pays africains pour améliorer l'enseignement de l'Histoire, renforcer leur capacité à réduire les risques de conflit, et promouvoir la paix et la réconciliation par l'éducation.

Le séminaire, animé par l'UNESCO et le GEI, a regroupé 16 participants issus de dix pays africains : Afrique du sud, Burkina Faso, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Guinée, Kenya, Mali, Nigéria, et la République Démocratique du Congo.

Trois temps forts ont marqué la tenue de l'atelier : 1) la cérémonie d'ouverture, 2) les sessions de travail (présentation, discussions, partage d'expériences et travaux de groupe) et 3) la cérémonie de clôture. Le présent rapport reflète la substance des travaux.

II – DEROULEMENT DE L'ATELIER

a) Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions :

- M. Yao YDO, Représentant du Bureau de l'UNESCO en Côte d'Ivoire a remercié les pays représentés de leur participation à l'atelier et a souligné la pertinence du thème « Vivre Ensemble » au vu des nombreuses crises qui secouent l'Afrique et le monde.
- Pr. Jean-Noël LOUCOU, Directeur Adjoint de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Paix a ensuite invité les participants et tous les acteurs concernés à prendre conscience de l'importance de l'Histoire en tant que discipline. Il a ainsi rappelé que l'Histoire participe à la formation des esprits et que son enseignement contribue à l'éducation à la paix et au rapprochement des hommes par le dépassement des préjugés et stéréotypes. Il a enfin insisté sur la nécessité de promouvoir des approches innovantes, par le biais notamment des nouvelles technologies de l'information et de la formation afin d'atteindre des résultats satisfaisants. Telle est la condition, selon lui, pour bâtir une Afrique des peuples et des sociétés démocratiques.
- Clôture des allocutions, M. Koné Raoul, Directeur de Cabinet Adjoint, représentant Mme la Ministre de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, a salué l'initiative de l'UNESCO. Il a souhaité que l'enseignement de l'Histoire aille au-delà de l'acquisition de connaissances cognitives pour développer des compétences pour la formation d'un citoyen dynamique, acteur de développement.

b) Sessions de travail

- **Session 1**

- *«Apprendre à vivre ensemble en Afrique à travers l'enseignement de l'Histoire» : Présentation des objectifs et des résultats escomptés de l'atelier – Mme Denise Bentrovato (GEI)*

Dans cette présentation, Mme Bentrovato a rappelé les objectifs spécifiques et résultats attendus de l'atelier, à savoir :

Objectifs spécifiques :

Sur la base des résultats de deux études sur les pratiques actuelles dans l'enseignement de l'Histoire en Afrique, l'atelier avait comme objectifs spécifiques :

- 1) Contribuer à soutenir le travail de l'UNESCO dans le cadre de « l'éducation à la citoyenneté mondiale » (ECM) ;
- 2) Identifier les enseignements tirés et les orientations à prendre pour améliorer l'enseignement de l'Histoire en Afrique ;
- 3) Identifier des stratégies pour renforcer le potentiel de l'enseignement de l'Histoire à faire progresser l'objectif de l'«Apprendre à vivre ensemble» ;
- 4) Faciliter le développement de politiques et de pratiques sur l'enseignement de l'Histoire en Afrique, en aidant les planificateurs de programmes à adapter les programmes et les manuels aux défis locaux et mondiaux auxquels font face les sociétés africaines.

Résultats attendus:

- 1) Un état des lieux de l'enseignement de l'Histoire en Afrique est réalisé et des opportunités d'amélioration sont identifiées ;
- 2) Les bonnes pratiques dans la promotion de l'« apprendre à vivre ensemble », du respect de la diversité, du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la cohésion sociale à travers l'enseignement de l'Histoire sont identifiées ;
- 3) Les défis et les opportunités posés par l'intégration d'une approche sensible au conflit et orientée vers la paix dans l'enseignement et l'apprentissage de l'Histoire africaine sont identifiés ;
- 4) Des recommandations sur l'enseignement de l'Histoire en Afrique sont formulées.

- *Présentation du projet «L'Utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique» M. Ali Moussa Iye, Coordinateur du projet de l'UNESCO, «Histoire générale de l'Afrique» (UNESCO)*

Le présentateur a fait l'historique du développement des huit volumes de l'Histoire Générale de l'Afrique (HGA) en évoquant les défis rencontrés tant aux niveaux politique que méthodologique et étymologique. Il a fait remarquer que l'HGA a apporté une contribution positive aux idéaux du panafricanisme et a regretté les approches nationalistes de l'enseignement de l'histoire en Afrique. Il a ensuite annoncé la préparation du 9^{ème} volume de l'HGA qui permettra d'actualiser le contenu de la collection et d'analyser les nouveaux défis auxquels l'Afrique et ses diasporas sont confrontés dans le contexte international actuel. Il a

également évoqué l'élaboration en cours de guides pour les enseignants, de manuels pour les élèves et la création d'outils et matériels didactiques utilisant les Techniques de l'Information et de la Communication (TIC). Il a souligné que ce vaste projet de l'HGA a un coût estimé à 9 milliards de dollars dont 3,5 milliards sont actuellement mobilisés. M. Ali Moussa Iye a terminé son propos en encourageant les acteurs du système éducatif mais aussi de la culture, des médias et des politiques à se mobiliser autour de ce projet autour de coalitions comme la Coalition des artistes pour l'Histoire générale de l'Afrique lancée en octobre 2015.

- *Résultats de la cartographie de l'éducation à la paix et la prévention des conflits dans les pays de la CEDEAO – M. Yao YDO, Représentant de l'UNESCO en Côte d'Ivoire*

M. YDO a présenté le contexte dans lequel s'inscrit cette cartographie, à savoir : i) la Mise en œuvre de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO (2014 -2021), ii) le « Programme UNESCO d'action intersectoriel et interdisciplinaire pour une culture de la paix et de la non – violence» et iii) la mise en œuvre des programmes sur l'intégration régionale, la paix, la sécurité et démocratie inscrits dans le Plan stratégique de la Commission de l'Union Africaine.

Il a rappelé les objectifs spécifiques de cette cartographie :

- 1) Réaliser l'inventaire des ressources existantes et des bonnes pratiques sur l'éducation à la paix et la prévention des conflits en Afrique sub-saharienne, y compris les politiques, les matériaux, les méthodologies, les approches et les parties prenantes ;
- 2) Mettre en évidence les démarches en cours de promotion de la culture de la paix à travers une étude de l'existant (éducation formelle et non formelle).

L'analyse des résultats à ce jour a permis dégager quatre grands groupes de pays :

- Groupe 1 : les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques éducatives et sont enseignés comme sujets autonomes.
- Groupe 2 : les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques éducatives mais enseignée à travers une autre matière (exemple de l'EDHC en Côte d'Ivoire).
- Groupe 3 : les principes de la culture de la paix sont mentionnés dans les politiques éducatives mais pas enseignés.
- Groupe 4 : les principes de la culture de la paix ne sont pas mentionnés dans les politiques éducatives.

L'élaboration de la cartographie a été confrontée à plusieurs difficultés :

- La non-accessibilité en ligne de nombreux programmes et outils pédagogiques ;
- L'absence d'évaluation systématique de l'impact des programmes dans les communautés.
- Le problème de fiabilité des informations reçues.

Le présentateur a terminé son intervention en suggérant l'application d'une pédagogie participative et la formation accentuée des enseignants, l'exploration de synergies avec d'autres programmes afin d'améliorer l'environnement scolaire et remédier à la violence en milieu scolaire.

Ces deux interventions ont été suivies d'échanges entre les participants et les panelistes. Ces échanges, facilités par Pr. Jean-Noël Loucou, ont porté, entre autres, sur :

- La politique des manuels scolaires en Afrique et les problématiques liées à la domination du marché du livre par des éditeurs non-africains ;
 - L'édition du glossaire et la difficulté à refléter certains concepts africains dans les langues européennes, à savoir le français et l'anglais ;
 - La nécessité d'intégrer l'enseignement de l'Histoire récente de nos pays (par exemple, l'évocation des notions d'islamisme, d'intégrisme et de terrorisme dans les cours) pour faire face aux défis contemporains ;
 - L'intégration de l'HGA dans les programmes scolaires dans les différents pays africains.
- *Les résultats de la cartographie sur l'état des lieux de l'enseignement de l'Histoire en Afrique. Mme Denise Benvolato (GEI)*

La présentation de Mme Benvolato a traité des principaux points suivants : i) les processus de révision des curricula, ii) la place de l'Histoire dans les programmes nationaux, iii) la disponibilité des manuels et leur utilisation dans les classes et iv) les contenus des programmes, notamment les principaux thèmes enseignés liés à l'Histoire de l'Afrique et les objectifs attribués à ces enseignements à travers le continent.

Entre autres, elle a relevé que le rythme de révision des curricula diffère d'un pays à l'autre et que cette révision porte sur différents aspects allant de la méthode au contenu. Sur le statut de l'Histoire dans les curricula, elle a indiqué que cette matière, en fonction des pays, est intégrée dans une discipline plus large (ex : sciences sociales), est associée à une autre discipline (ex : histoire et géographie), ou est enseignée comme une matière à part entière. Elle a par ailleurs indiqué que l'enseignement de l'Histoire est obligatoire jusqu'à des niveaux différenciés en fonction des pays. Concernant les manuels, elle a souligné l'importance de leur disponibilité et de leur adéquation avec les programmes enseignés et a mis en exergue le fait que les contraintes financières et le manque de capacités techniques représentent un défi majeur en la matière. Les contenus portent généralement sur l'Histoire locale, nationale, régionale et internationale, malgré des disparités à travers le continent. Cependant, on note des aspects qui demeurent non-couverts et des sujets controversés non abordés, en ce qui concerne notamment l'Histoire postcoloniale récente de l'Afrique et d'autres sujets sensibles tels que l'Histoire, entre autres, des guerres, des génocides et des coups d'état.

Suite à la présentation de la cartographie de l'enseignement de l'Histoire en Afrique et de son analyse, Mme Benvolato a continué son évaluation en illustrant les résultats d'une étude complémentaire portant sur la perception de l'enseignement de l'Histoire par un échantillon d'élèves dans la région des Grands Lacs en Afrique. Elle a relevé l'intérêt des jeunes pour la matière mais leur insatisfaction générale par rapport à l'offre proposée.

Cet exposé diagnostique de l'enseignement de l'Histoire dans les différents pays africains a été suivi d'échanges, de contributions et d'interrogations. L'une des préoccupations majeure a porté sur la nécessité ou non d'enseigner l'Histoire récente des pays ayant vécu des conflits et crises récentes. Les participants ont insisté sur la nécessité d'aborder dans tous les cas ces questions afin de développer l'esprit critique des élèves et de prévenir les manipulations politiques ou l'endoctrinement.

- **Session 2**

- *Présentation des expériences pays*

Les participants ont chacun présenté leur expérience dans le domaine de l'enseignement de l'Histoire (pratiques, contraintes et obstacles). Il ressort des présentations des pratiques variées en fonction des pays en termes de niveaux concernés par l'enseignement, de curricula et d'approches méthodologiques. On relève également des difficultés partagées par l'ensemble des pays. Elles portent sur :

- l'inadaptation et la faible disponibilité des manuels scolaires ;
- le rythme irrégulier des révisions des programmes scolaires ;
- l'absence de guides méthodologiques ;
- le faible volume horaire attribué à l'enseignement de l'Histoire ;
- le faible niveau de formation des enseignants.

A l'occasion des échanges engagés à l'issue des présentations, M. Ali Moussa Iye a constaté que les révisions des programmes opérées dans la majorité des pays, hormis l'Afrique du Sud, ne sont pas adossées à l'HGA. Il a ajouté qu'une adaptation des contenus des manuels au contexte actuel s'impose.

- **Session 3**

- *Leçons tirées de la contribution de l'enseignement de l'Histoire pour Apprendre à vivre ensemble – Mme Denise Benvolato (GEI)*

Dans son exposé, Mme Benvolato a montré que l'Histoire peut constituer, en fonction de son enseignement, un frein à la paix ou un vecteur de culture de la paix et de la démocratie. Elle a relevé les risques liés à l'enseignement d'une histoire typiquement nationaliste et d'une histoire politique qui met l'accent sur la glorification des hommes politiques. Elle a mis en garde contre l'enseignement d'une histoire unilatérale pouvant servir de source de propagande et de conflits.

Elle a, au cours de sa présentation, encouragé l'enseignement d'une histoire critique ainsi que d'une histoire inclusive qui prend en compte la diversité et la participation de tous. Au niveau des programmes d'enseignement, elle a souligné l'exemple de la Côte d'Ivoire qui accorde une attention particulière à l'exploration des diversités ethniques ivoiriennes et à l'enseignement d'événements historiques récents tels le génocide rwandais ou la guerre du Biafra.

Elle a aussi insisté sur la nécessité de définir une place de choix à la femme et à l'enfant dans l'élaboration des programmes d'Histoire. Mme Benvolato a enfin terminé en montrant que l'Afrique du Sud constitue un bon exemple dans l'utilisation de concepts et méthodes pédagogiques innovants, prenant en compte la multiperspectivité et une méthodologie fondée sur une approche orale de l'Histoire.

Cet exposé a été suivi d'échanges faits de contributions et de partage d'expérience relatifs notamment à l'Approche par Compétences (APC) et l'enseignement de l'Histoire politique et récente dans les programmes.

- **Session 4**

- *Travaux de groupe et restitution en plénière*

Les participants ont été répartis en deux groupes afin de :

- identifier les réalisations, défis et opportunités liés à l'enseignement de l'Histoire en Afrique ;
- déterminer les défis et opportunités spécifiques liés à la promotion du « Vivre Ensemble » à travers l'enseignement de l'Histoire en Afrique ;
- faire des recommandations sur le suivi de l'atelier et l'amélioration des pratiques et stratégies en matière d'enseignement de l'Histoire.

Point 1

Dans l'ensemble, les deux groupes de travail ont relevé les éléments suivants:

Réalisations :

- L'Histoire de l'Afrique est de plus en plus enseignée dans une perspective africaine plutôt qu'eurocentriste ;
- Tous les programmes d'enseignement offrent l'opportunité d'apprendre l'Histoire des pays africains ;
- L'enseignement de l'Histoire ouvre sur la diversité culturelle et permet de renforcer le sentiment d'appartenance à une identité africaine parmi les apprenants ;
- L'HGA est une ressource utile au profit de l'enseignement de l'Histoire dans les écoles.

Défis:

- La diffusion et vulgarisation de l'HGA demeure problématique dans la plupart des pays africains ;
- L'intégration de l'Histoire dans les Sciences Sociales tend à diluer son contenu ;
- L'introduction de l'Histoire dans le secondaire alourdit le contenu des programmes ;
- La formation des enseignants est un besoin majeur ;
- L'adaptation des manuels à la réalité africaine reste à compléter et l'utilisation des langues locales dans l'enseignement à approfondir ;
- Les supports didactiques (visuels, etc.) restent à développer en les rendant plus attrayant aux apprenants ;
- Dans certains pays, l'enseignement de l'Histoire est rendu optionnel au niveau secondaire alors qu'il devrait être obligatoire ;
- Les méthodes d'enseignement ne sont pas suffisamment attractives/stimulantes (visites de terrain, films, etc.) ;
- Le manque de volonté politique dans certains pays, ainsi que les faibles ressources financières allouées au secteur, pèsent sur l'enseignement de l'Histoire.

Opportunités :

- L'appui et l'engagement de l'Union Africaine en collaboration avec l'UNESCO en faveur de l'enseignement de l'Histoire représentent des atouts;

- Les fora organisés par l'UNESCO permettent aux Etats de partager les expériences et d'identifier les bonnes pratiques ;
- La prévalence des conflits dans de nombreux pays africains est une opportunité pour enseigner la paix et la stabilité à travers l'Histoire et réviser les programmes.

Point 2

Défis:

- Réviser et réécrire les programmes en y incorporant les notions de droits humains, de cohésion sociale et de culture de la paix, en utilisant des exemples tirés de l'Histoire, demeure un défi important ;
- La multiculturalité, multiethnicité et multireligiosité sont un grand défi pour l'éducation à la paix ;
- Un programme de base commun au niveau sous régional et continental serait un bon moyen pour promouvoir le vivre ensemble à travers l'enseignement de l'Histoire.

Opportunités:

- L'une des opportunités consiste à inscrire le vivre ensemble dans les programmes d'éducation aux compétences de vie courante avec l'appui de l'UNESCO ;
- Plusieurs autres institutions internationales (UE, etc.) s'engagent en faveur de l'éducation à la paix et du développement des compétences de vie courante ;
- Les clubs extra-scolaires inculquent des valeurs de paix et de vivre ensemble à leurs membres ;
- Le brassage ethnique et les mécanismes traditionnels de prévention et gestion des conflits (alliances à plaisanterie, etc.) sont de puissants outils au service du vivre ensemble.

Point 3

Recommandations :

- Mettre les neuf volumes de l'Histoire Générale de l'Afrique à la disposition des Etats et des concepteurs de curricula ;
- Procéder à la révision systématique des programmes éducatifs pour adapter l'enseignement de l'Histoire aux réalités contextuelles ;
- Former les enseignants à l'utilisation des programmes et manuels intégrant le Vivre Ensemble ;
- Créer des prix (Concours, récompenses, etc.) afin d'inciter les enseignants et les apprenants à s'investir davantage dans l'enseignement et l'apprentissage de l'Histoire ;
- Utiliser les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour rendre l'enseignement de l'Histoire plus attractif ;
- Sensibiliser le politique à mieux comprendre la nécessité d'intégrer la thématique du Vivre Ensemble dans les programmes scolaires afin de favoriser la stabilité politique et sociale ;
- Engager l'UNESCO à faire un plaidoyer pour rendre l'enseignement obligatoire à tous les niveaux scolaires ;
- Mobiliser des partenariats autour de la problématique de l'enseignement de l'Histoire en Afrique.

III – CEREMONIE DE CLOTURE

Cette dernière session a été facilitée par M. Yao YDO, Représentant du Bureau de l'UNESCO à Abidjan. Il a souligné l'importance de la session antérieure en ceci qu'elle permettra à chacun et à tous d'envisager à la lumière de la riche production des travaux, les perspectives d'action, une fois de retour dans leur pays.

M. Ali Moussa Iye a relevé le statut dévalorisé de l'enseignement de l'Histoire et les contenus obsolètes des programmes. Il a souligné la méconnaissance de l'Histoire Générale de l'Afrique et a toutefois noté que des pratiques remarquables du Vivre Ensemble sont mises en œuvre dans certains pays. Après avoir relevé que les participants ont montré par leurs contributions enrichissantes l'importance de l'Histoire dans la formation du citoyen, il a souhaité que cet atelier ait un suivi dans nos différents pays. Il a terminé en remerciant tous les participants pour la qualité des travaux et les a exhorté à promouvoir les valeurs du Vivre Ensemble.

A sa suite, Mme Denise Benvato a plaidé en faveur de la revalorisation de l'enseignement de l'Histoire de l'Afrique et s'est engagée à approcher la communauté des chercheurs pour discuter et proposer des initiatives dans ce sens. Elle a remercié tous les participants pour leur engagement.

M. Diawara Bakary, Chargé de programme Education UNESCO /Abidjan, a remercié les organisateurs et les participants pour le cadre fraternel qui a prévalu durant cet atelier. Il s'est interrogé sur le suivi de cette formation dans les différents pays et a encouragé les participants à traduire ces acquis en compétences pour promouvoir le Vivre Ensemble.

M. Mumba Kitenge Valentin a lu le mot de remerciement au nom de tous les participants à l'atelier et il a plaidé pour un suivi des recommandations.